



Jean-Pierre Chevènement



Le MRC participe au mouvement social

Bulletin d'information du Mouvement Républicain et Citoyen - Novembre 2010 - No : 13

Citoyens MILITANTS

www.mrc-france.org

Sortir la France de l'ornière

Édito / Jean-Luc Laurent, Président du MRC



Ces derniers mois, la France a traversé une période de turbulences sociales. Les grèves reconductibles, les manifestations contre la réforme des retraites et l'impopularité constante du Président de la République ont témoigné d'un vaste mouvement de grogne. Le jeu de chaises musicales entre les

ministres auquel s'adonne le Président de la République n'apporte aucune réponse tangible. Sur fond de crise de l'euro, la protestation sociale a illustré le besoin d'une véritable alternative politique. Cela suppose une mise au net à gauche.

Le débat sur les retraites en offrait un bon exemple. Au MRC, nous savons que l'allongement de la durée de cotisation n'assurera pas la pérennité du système par répartition. Lorsque le gouvernement usait et abusait de l'argument démographique en raisonnant à données constantes, il occultait l'explosion de la productivité, qui a progressé plus vite que ne s'est dégradé le rapport actifs/inactifs.

Pendant ces longues semaines de mobilisation, nous n'avons cessé de répéter que le travail devait être au cœur de la réponse. Si l'on s'en donnait les moyens, la croissance et l'emploi régleraient une large partie du financement des retraites. Quitte à taxer les revenus du capital et à imposer des protections tarifaires à nos frontières, afin de protéger la production française de ses concurrents à bas coûts.

Certes, cette question comme tant d'autres exigerait une réorientation profonde de la construction européenne : d'abord revoir les statuts de la Banque Centrale Européenne, dont l'indépendance l'affranchit des intérêts économiques des Etats et l'euro trop cher qui, aidé par le dogme libre-échangiste, achève de sacrifier nos emplois industriels.

Depuis vingt ans, la France a fait fausse route. L'Europe, telle qu'elle a été construite, de l'Acte unique en passant par Maastricht puis Lisbonne, ne donne pas les clés pour l'avenir

de la France et de sa jeunesse. C'est dire si l'antisarkozysme est insuffisant. Les maux dont souffre la France sont beaucoup plus anciens.

La gauche a besoin d'un projet qui ne reprenne pas les vieilles recettes du conformisme social-libéral qu'elle a pratiquées dans le passé. Sans craindre de fermer la parenthèse ouverte en 1983, lorsque la construction européenne devint l'idéologie de substitution d'une gauche qui renonçait à la nation et oubliait le peuple.

A l'instar d'Hubert Védrine, tournant le dos à l'« irrealpolitik », la gauche doit rompre avec ses vieilles lunes eurobéates, qui l'ont conduite aux pires reniements – du Pacte de stabilité aux accords de Barcelone. Aux classes populaires - travailleurs pauvres, employés déclassés ou chômeurs - le mythe de l'Europe sociale ne saurait faire office de lot de consolation.

Pour se remettre au service du peuple français, la gauche a besoin de clarifier ses idées avant d'opérer les choix audacieux qui marqueraient son identité. Le MRC a accompli ce travail avec le Programme de Salut Public. A nos partenaires de définir leur projet, au lieu de consacrer leur énergie à la gestion des ambitions personnelles.

Dans cette période charnière, le MRC doit pousser à la prise de conscience collective. A nos camarades, nous délivrons avec Jean-Pierre Chevènement un message limpide : il faut changer les règles du jeu et à défaut, sortir du système tel qu'il est pour prendre notre destin en main.

C'est dans cet état d'esprit que Jean-Pierre Chevènement s'adressera prochainement à la nation pour lui livrer son diagnostic sur la crise et les réponses (inter)nationales à lui apporter.

Intensifiant ses efforts dans les prochains mois, le MRC présentera le Programme de Salut Public aux Français et poursuivra les discussions nationales sur le fond avec l'ensemble des partis de gauche. C'est à cette mobilisation et à ce travail auxquels je vous invite pour que surgisse la nécessité d'un candidat républicain.

Concentrée autour des questions économiques, particulièrement décisives en cette période marquée par une crise historique, l'université d'été 2010 du MRC a permis de croiser les analyses autour de 3 thèmes : les marchés financiers, la zone euro et la politique industrielle. Les invités du dedans et les intervenants du dehors ont offert des regards complémentaires, parfois contradictoires à un auditoire venu nombreux à Valence les 4 et 5 septembre derniers.

1

COMMENT SORTIR DES MARCHÉS FINANCIERS ?

Introduisant la question des marchés financiers, **Etienne Butzbach** a rappelé les forces telluriques qui font la singularité d'une économie financiarisée et mondialisée : d'une part la contrainte actionnariale qui commande aux entreprises des rendements toujours croissants, d'autre part la contrainte concurrentielle qui place la production des pays occidentaux dans une impasse face aux pays à très bas coûts. La bourse est apparue historiquement pour financer les investissements nécessaires à la production. L'équation semble s'être aujourd'hui inversée puisque c'est essentiellement l'activité économique qui sert à alimenter la finance. La question posée par le maire de Belfort pouvait donc se résumer ainsi : comment restaurer le deal initial qui consiste à mobiliser les capitaux pour financer l'économie réelle, pourvoyeuse d'emplois ? Quels remèdes peuvent être imaginés pour sortir de cette emprise de l'économie virtuelle ?

Au cours de son exposé, **Bruno Moschetto** (ancien banquier et universitaire) a fait preuve de pédagogie en pre-

nant soin de distinguer l'activité bancaire de la finance (financement intermédié versus finance de marché). Depuis les Trente glorieuses, la seconde s'est progressivement substituée à la première pour répondre à l'explosion des demandes de financement. Le crédit bancaire traditionnel a laissé place aux produits complexes dits structurés, aux titres qui s'achètent et se vendent en salle des marchés : les acteurs financiers sont dépendants les uns des autres et les titres sont découpés de telle sorte que les porteurs ne connaissent pas la réalité de leurs engagements. A cette hypertrophie de la finance, **Bruno Moschetto** propose une triple solution, les 3 D : dissocier, déconnecter et démembrer. *Dissocier* les activités des banques de dépôt et des banques d'investissement. *Déconnecter* leurs activités pour étancher les risques. *Démembrer* les banques « too big to fail » (trop grandes pour faire faillite) qui doivent être nationalisées afin que « le droit ratifie le fait ». **Bruno Moschetto** propose en synthèse une réglementation qui doit être imaginée sous l'hypothèse de la crise systémique que l'ensemble des solutions doit converger à endiguer.

Yves le Hénaff a entamé son intervention en rappelant les trois fausses solutions qui ont été préconisées pour répondre à la crise. D'abord les acteurs économiques ont été mis en cause (traders, dirigeants, banquiers...) mais la crise est celle d'un système qui organise les comportements des acteurs. Il convient donc de ne pas perdre de vue que la réglementation doit avoir le système pour objet et non les agents. Ensuite, **Yves le Hénaff** a mis en garde contre la thèse économique dominante qui considère que les crises sont structurellement inévitables et que les solutions à envisager doivent se contenter d'en réduire les effets néfastes. Cet argument du fait établi empêche de concevoir un système économique viable sur la durée et socialement juste. Enfin, l'apparition de nouveaux acteurs de contrôle fait illusion : les institutions financières ont intérêt à développer la complexification des procédures de contrôle qui leur est bénéfique. De ce point de vue, l'objectif d'une réglementation internationale est en partie inaccessible sous ces termes : les intérêts sont nombreux à concilier et le dénominateur commun est si petit que les solutions retenues sont inoffensives pour les marchés financiers. La question centrale posée par cette crise demeure selon **Yves le Hénaff** celle du crédit qui doit être encadré car c'est l'endettement généralisé qui alimente la spéculation.

MRC Mouvement Républicain et Citoyen

Le MRC Adhérer Fédérations Positions Tracts Thèmes Contact Lettre d'informations Mobile

Rejoignez les Jeunes Républicains par leur groupe facebook

Newsletter Facebook Twitter RSS Netlog

Leblog de Jean-Pierre Chevènement

- A propos de la disparition de Pierre-Luc Segalton
- Changez les règles du jeu ou changez de jeu
- Une hasarde figure morale
- Colloque de la Fondation Res Publica: Les choix de l'Allemagne
- Jean-Pierre Chevènement invité de Parlement Hebdo sur Public Sénat vendredi 8 octobre à 19h15
- Eloge de général Oudot
- Régulation bancaire et financière: la montagne a accouché d'une souris

Le débat intégral en vidéo entre Jean-Pierre Chevènement et François Hollande

L'université d'été 2010 du Mouvement Républicain et Citoyen se clôture par un débat entre François Hollande et Jean-Pierre Chevènement. Le voici découpé en 8 vidéos.

Tout sur l'université d'été du Mouvement Républicain et Citoyen des 4 et 5 septembre 2010 (textes et vidéos)

Voir également sur : www.mrc-france.org

Point d'orgue du week-end, la table ronde de clôture avec Jean-Pierre Chevènement et François Hollande a été l'occasion d'approfondir le traitement politique face aux défis nombreux qui se dressent devant nous. Le rendez-vous de 2012 doit permettre de mettre ces questions sur la table.

Compte-rendu de cette belle université d'été par Bastien Faudot



2 QUEL AVENIR POUR LA ZONE EURO ?

Julien Landfried a introduit la problématique de cette table ronde en présentant la zone euro à la croisée des chemins : si elle ne change pas les règles du jeu, elle s'expose à la dislocation. Quels sont les scénarios qui peuvent et qui doivent être envisagés ?

Alain Cotta, professeur d'économie à HEC, juge la situation économique de la France extrêmement grave : un déficit du commerce extérieur important (50 milliards d'euro), l'investissement public en berne et l'investissement privé insuffisant pour renouveler le capital productif. La responsabilité échoit d'après lui à la crise de la mondialisation financière et surtout à la monnaie unique européenne dont les règles de fonctionnement obèrent toute capacité de rebond. **Alain Cotta** estime que la fin de l'euro est aujourd'hui le scénario le plus plausible : il est inscrit dans les termes de sa création (monnaie politique qui n'a pas de réalité économique). Dès lors, il faut étudier d'après lui les solutions à envisager pour la sortie de l'euro qui peut être imaginée selon diverses modalités : une décision soudaine, brutale et unilatérale, un processus préparé et concerté ou bien le pouvoir politique maintient la monnaie unique coûte que coûte et va jusqu'à la rupture provoquée par des faits extérieurs. Pour imaginer une relance économique qui s'inscrive dans la durée, **Alain Cotta** préconise d'organiser la sortie de l'euro comme monnaie unique et de le transformer en monnaie commune. Il juge nécessaire que la France retrouve une autonomie en matière de politique monétaire si elle entend relancer la croissance.

Laurent Pinsolle (porte-parole de Debout la République) estime qu'un éclatement brutal de la zone euro est aujourd'hui inévitable compte tenu de la configuration actuelle : il n'y a pas de convergence des politiques économiques possibles dans un espace aussi hétérogène. La zone euro n'est pas une zone monétaire optimale : il n'y a ni convergence macro-économique, ni mobilité des travailleurs, ni budget central. Par ailleurs l'euro cher et la désinflation compétitive mettent en péril l'économie de production et le pacte social de la plupart des pays européens. **Laurent Pinsolle** estime donc

qu'il convient de mettre en œuvre l'alternative de la monnaie commune et la réintroduction des monnaies nationales qui permettraient de rendre caduque la politique allemande de déflation salariale et de monétiser notre dette comme le font les Etats-Unis et la Grande-Bretagne depuis le début de la crise.

Yves le Hénaff estime qu'il convient d'abord d'optimiser à partir du réel. L'euro n'était certes pas un choix judicieux dans les conditions de sa configuration initiale, mais il estime nécessaire de ne pas promouvoir la politique du pire.

La question qui doit nous occuper est de proposer une forme de gouvernement économique à la zone euro. Cela suppose prioritairement de mettre un terme à l'indépendance de la Banque Centrale Européenne et de réorienter ses objectifs vers la croissance et l'emploi. Si ces dispositions ne suffisent pas, la sortie de l'euro pourra être envisagée, mais cela suppose de l'organiser afin de réduire autant que possible les turbulences inévitables et les incertitudes que cela engendrerait. Pour que les Etats retrouvent dans cette hypothèse des marges de manœuvre nouvelles, il convient que ce choix soit concerté très en amont.

Jean-Pierre Chevènement est intervenu pour rappeler que la crise de la zone euro est une conséquence logique de ses vices de conception. La réalité de cette monnaie est d'abord inscrite dans la volonté politique de quelques élites d'imposer l'Europe à se fédérer. Mais aujourd'hui ce projet est en panne chez ses promoteurs : l'Allemagne n'est plus vraiment fédéraliste et « l'expansion boutiquière » s'est marginalisée politiquement en faisant la preuve de son impuissance et de son inefficacité. Faut-il pour autant préconiser à ce stade une sortie de l'euro ? D'après **Jean-Pierre Chevènement**, elle ne saurait être écartée par principe, mais elle ne peut constituer un objectif politique en soi. Il faut compter avec les résistances importantes que les élites européistes dresseront en travers du chemin. La sortie de la zone euro peut apparaître comme solution de dernier recours, mais il faut prendre garde à ce qu'elle ne fragilise pas davantage encore l'équilibre précaire des Nations européennes dans la crise.



Jean-Pierre Chevènement



A la tribune :
 - François Hollande
 - Marie-Françoise Bechtel
 - Jean-Pierre Chevènement



François Hollande



Jean-Luc Laurent



Catherine Coutard

L'Université d'été de notre mouvement qui s'est tenue à Valence les 4 et 5 septembre 2010 a été une réussite.

Cela, évidemment grâce à l'intérêt des thèmes choisis et à la qualité des intervenants.

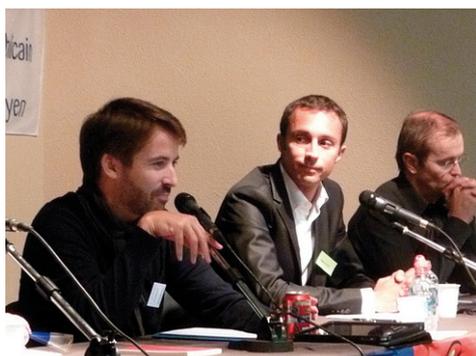
Il faut cependant souligner que tout cela ne fut possible que grâce au dévouement des camarades de l'Ardèche et de la Drôme qui se sont dépensés sans compter de longs mois avant et pendant toute la durée de nos travaux. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés !



Etienne Butzbach



Marie-Françoise Bechtel



Julien Landfried, Laurent Pinsolle, Jean-Yves Le Hénaff



Bruno Moschetto



Alain Cotta



Jean-Michel Quatrepoint



L'auditoire

3

REFAIRE DE LA FRANCE UN GRAND PAYS INDUSTRIEL

Patrick Quinqueton précise les questions auxquelles il souhaiterait que cette table ronde puisse répondre : quelle est la réalité de la désindustrialisation en France aujourd'hui ? Quelles en sont les causes ? Quel a été l'effet de la crise financière et économique ? Quels sont les termes d'une réponse cohérente et efficiente ?

Après avoir brossé le portrait du grand pays industriel que fut la France pendant les trente glorieuses (main d'œuvre qualifiée, pays exportateur, pays productif), **Jean-Michel Quatrepoint** donne la mesure de la désindustrialisation : 500 000 emplois industriels ont été perdus depuis 2000 et le déficit du commerce extérieur s'est accru dans des proportions importantes depuis 2002. La mondialisation, comprise comme une guerre économique permanente, est la cause principale de ce phénomène : « l'alliance perverse entre Wall Street, Wall Mart et le PC chinois » mettent la France et l'Europe dans un étau entre l'avidité de la finance, la concentration commerciale et la concurrence déloyale. **Jean-Michel Quatrepoint** propose une gamme de réponses complémentaires : il faut reconstruire des usines à très forte valeur ajoutée, avoir un échange « musclé » avec l'Allemagne, empêcher autant que possible les délocalisations, promouvoir la production « made in France », renationaliser la production des multinationales, remettre à plat la fiscalité des produits de l'épargne et développer des contrats et des avantages fiscaux pour les investissements à long terme sur le territoire.

Pierre-Alain Weill, Secrétaire national adjoint chargé de l'industrie et des PME au PS, évoque le travail réalisé par son parti qui a formulé 54 propositions pour l'industrie. D'après lui, au delà des difficultés qu'elle engendre, la crise peut être l'occasion de mobiliser les Français sur la question industrielle. Mais il ne s'agit pas d'alimenter une nostalgie des trente glorieuses : l'époque actuelle est nouvelle. L'économie des services a peu à peu mis les entreprises de production sur la touche et les producteurs ont servi de variable d'ajustement. **Pierre-Alain Weill** a formulé plusieurs propositions parmi lesquelles apparaît la nécessité « d'écluses » qui doivent être mises en œuvre pour protéger l'économie française. Ce débat est encore vif au sein du Parti Socialiste, mais l'idée de renforcer les protections fait selon lui son chemin.

Jean-Pierre Gérard, président du club des n°1 mondiaux à l'exportation, explique que l'accumulation de mesures politiques incohérentes, contradictoires et nombreuses ont très largement contribué à la fragilisation du tissu industriel français. Il souhaite d'abord qu'une fiscalité plus stable dans le temps puisse être adoptée. Ensuite, il se dit favorable à la mise en œuvre d'une TVA sociale afin d'alléger les coûts de production. Enfin et surtout, il préconise un protectionnisme européen qui permettrait de protéger les entreprises européennes contre les pays qui ne respectent pas les conditions élémentaires de concurrence.

Jean-Pierre Chevènement est intervenu en conclusion en reliant le défi de la réglementation des marchés et celui de la protection du secteur industriel, considérant ces questions comme complémentaires. D'après lui, l'enjeu consiste à « remettre de la viscosité dans le système » pour remédier à la fluidité excessive des marchés financiers.

DÉBAT POLITIQUE : QUEL PROJET POUR 2012 ?

A la lumière des tables rondes de la veille, **Marie-Françoise Bechtel** ouvre le débat entre **Jean-Pierre Chevènement** et **François Hollande** en leur demandant de préciser comment 2012 peut être l'occasion de fournir des réponses calibrées, pertinentes et adaptées à la gravité de la situation économique et sociale. L'introduction croisée des deux intervenants a permis de placer la question économique et sociale au cœur des enjeux.

François Hollande a énuméré les 5 défis à relever pour bâtir le « rêve français » : la place de la France dans la mondialisation, la mutation écologique justifiée par des motifs économiques, la cohésion sociale et la redistribution notamment par une grande réforme fiscale, le défi de la cohésion républicaine, et enfin la jeunesse. La France doit retrouver le fil de son histoire, faite de la poursuite de l'égalité réelle et du progrès. De son côté, **Jean-Pierre Chevènement** a replacé la crise économique que traversent la France et l'Europe dans une perspective historique large : cette crise se double d'une crise politique et morale liée à la perte de sens. La gauche devra prendre conscience de tous les aspects de cette crise pour réussir en 2012 et non seulement incarner une alternance. **Jean-Pierre Chevènement** estime qu'il faudra ouvrir le débat sur la question européenne pour résorber l'impuissance de la zone euro et coordonner avec l'Allemagne une relance au service de la croissance et de l'emploi.

François Hollande et **Jean-Pierre Chevènement** relèvent que les traités européens se sont révélés caduques à l'occasion de la crise mais si le premier se dit favorable à un resserrement autour des pays fondateurs de l'UE, le second préfère une logique de géométrie variable et le maintien d'une zone euro à 16 pays afin d'éviter la tête à tête avec l'Allemagne.

A **Jean-Pierre Chevènement** qui préconise un système de protection du marché européen par la mise en place de « digues », **François Hollande** s'est dit défavorable, considérant que cette mesure ne saurait remporter l'adhésion des partenaires.

Jean-Pierre Chevènement conclue en se prononçant pour un nouveau réalisme européen qui s'appuie sur les peuples et les nations. **François Hollande** prend acte que l'idée d'un Etat fédéraliste européen n'est plus d'actualité.

L'université d'été 2010 du MRC se clôturait par un débat entre François Hollande et Jean-Pierre Chevènement.

Nous donnons ci-dessous les principaux points développés par Jean-Pierre Chevènement.



La France vit une profonde crise morale qui est aussi une crise politique de longue durée, une crise nationale entamée dès la fin de la première guerre mondiale. Il faut remédier à cette crise de sens, dire à la France à quoi elle sert et aux Français ce qu'ils sont, c'est-à-dire des citoyens qui doivent témoigner, dans un monde qui paraît voué aux communautarismes et aux intégrismes, de l'universalité des valeurs républicaines.

Parallèlement, nous vivons la crise du capitalisme financier mondialisé. Cette crise n'est pas derrière nous : la conjonction des plans de rigueur dans la zone euro ne peut déboucher que sur une nouvelle récession ou, au mieux sur une stagnation de longue durée.

Les marchés ne se sont pas révélés plus forts que les Etats. C'est justement aux Etats de faire prévaloir leur légitimité qui est celle des peuples et de la démocratie. Les marchés financiers ne sont pas l'horizon de l'Humanité. Ce sont les nations et les peuples qui font la substance et la permanence de l'Histoire. Cela il faut le dire : c'est un choix politique essentiel. Il faudra reréglementer et reconfigurer les marchés.

La crise aussi bien reste devant nous parce que les déséquilibres macroéconomiques et politiques qui l'ont engendrée n'ont pas été résorbés, bien au contraire, par les plans de refinancement ou de relance, qui ont simplement déplacé la dette du privé vers le public.

Cette crise est une crise mondiale, née de la déflation salariale, elle-même conséquence de la pression exercée par les pays à très bas coût, déflation salariale qui a conduit à l'endettement généralisé, et d'abord aux Etats-Unis, des ménages, des entreprises et des Etats.

Cette crise n'a été rendue possible que par la création d'un monde décompartimenté et notamment en Europe, en vertu de l'Acte Unique et des trois cents directives d'application qui ont libéré les mouvements de capitaux et déréglementé l'économie. C'est cela qui a permis la dictature de l'actionnariat, l'extension démesurée de la sphère financière, et le creusement d'inégalités abyssales entre les rentiers de la finance et le monde du travail laissé sans défense devant les délocalisations industrielles.

On ne peut pas faire face à cela par une simple réforme fiscale. Il faut re-réglementer, mais de façon cohérente, entre l'Europe et les Etats-Unis d'Obama. Les mesures de régulation Volcker doivent être reprises et durcies au niveau européen.

La crise est aussi géopolitique : les Etats-Unis, depuis trop longtemps, ont vécu au-dessus de leurs moyens. Nous devons aider Obama à remettre les pendules à l'heure. La ré-industrialisation nécessaire des Etats-Unis et de l'Europe peut-elle faire l'économie de protections sectorielles dans les industries que nous voulons préserver ou développer ? Cela dépendra beaucoup de la Chine, de sa capacité à relancer sa demande intérieure, et bien sûr de la fixation de normes sociales, environnementales et commerciales plus justes, sans parler de la réorganisation du système monétaire international, instaurant des parités ordonnées entre les quatre grandes monnaies mondiales. Nous ne pouvons en aucun cas accepter un euro surévalué qui asphyxierait ce qui reste de l'industrie française.

Regardez les vidéos de l'ensemble du débat sur : www.mrc-france.org



Il nous faut organiser l'Europe comme une zone de croissance à l'échelle mondiale et ne pas nous résigner à la stagnation et au déclin.

Cette Europe implique d'autres règles du jeu que celles élaborées par l'Acte Unique et les traités de Maastricht et de Lisbonne. Ces traités sont complètement dépassés.

Il faut ouvrir le débat :

- Sur une initiative de croissance européenne mettant fin notamment à la déflation salariale et finançant par un grand emprunt européen un plan d'infrastructures.
- Sur un gouvernement économique de la zone euro, incluant l'ensemble des paramètres économiques et pas seulement budgétaires. L'objectif doit être de résorber les déséquilibres internes à la zone euro, autrement que par la conjugaison de plans de rigueur insoutenables et dont l'effet ne peut être qu'une récession généralisée et l'éclatement de la zone euro.
- Il faudra modifier les statuts de la Banque Centrale européenne pour introduire la croissance et l'emploi parmi ses missions.

L'évolution de l'Europe nous conduit vers plus de coopération intergouvernementale. C'est inévitable et c'est une bonne chose pour la démocratie et pour l'efficacité. Il faut abandonner « l'Irrealpolitik européenne », comme dit Hubert Védrine, délaissier les chimères fédéralistes, alibi de l'impuissance, aller vers des coopérations à géométrie variable et vers une ouverture de ces politiques à la Russie et à la Turquie.



J'ai cru noter une évolution de François Hollande de l'Europe à vingt-sept vers la zone euro à seize. Je partage ce point de vue mais il pose le problème de ce que veut l'Allemagne.

L'Allemagne est aujourd'hui la puissance qui impose ses choix et sa philosophie ordolibérale à l'Europe (Mme Merkel parle de « culture de la stabilité »). En fait, la déflation salariale pratiquée depuis 2000 a creusé l'écart avec les autres pays de la zone euro, notamment les pays de l'Europe du Sud.

La politique de rigueur que l'Allemagne impose à la zone euro est excessive. Elle risque d'ailleurs de se retourner contre l'Allemagne. Il faut trouver un compromis avec l'Allemagne, entre la nécessaire responsabilité des Etats et la solidarité financière entre les pays membres de l'euro. On ne peut espérer une solidarité telle que celle qui existe au sein de chaque pays. L'Europe reste faite de nations. Mais on peut imaginer des émissions de bons européens et surtout un rôle actif donné à la BCE pour lutter contre la spéculation. Nous ne devons à aucun prix nous enfermer dans un tête à tête mortifère avec l'Allemagne au sein d'une zone euro réduite à un noyau dur. Mieux vaut préparer un « plan B » qui serait le retour à une monnaie commune qui pourrait continuer à s'appeler l'euro avec des parités ajustables pour des monnaies nationales recrées au sein d'un système monétaire européen bis.



La France doit faire vivre le modèle républicain qu'elle a si fortement incarné depuis deux siècles en Europe et dans le monde.

Elle doit contribuer à organiser la résilience de l'Europe à l'échelle mondiale, en préservant notre modèle républicain, à la fois civique et social. Et bien sûr, la première urgence consiste à le faire vivre en France même où la droite contribue à le fragiliser par des initiatives provocatrices qui visent à nous entraîner sur le terrain qu'elle a choisi pour 2012 : la sécurité.

Pour mettre la France à la hauteur des défis qui sont devant nous, la gauche doit faire bouger les lignes à l'intérieur d'elle-même. Elle doit incarner le pôle républicain de la vie politique française, face à une droite post-républicaine ou peut-être tout simplement réactionnaire, revenue à des conceptions d'avant 1789.

La gauche doit offrir un avenir à la France et à sa jeunesse et pas simplement un futur !

CE QUI NOUS DISTINGUE

Par Marie-Françoise Bechtel
Première Vice-présidente



Il n'était pas facile d'être républicains dans les années 90, celles du triomphe du marché et de l'individualisme sans complexe avec son cortège de « droits de », de « droits à », le postulat que la modernité c'était la construction européenne appuyée sur le marché et que défaire les nations était utile et nécessaire.

Est-ce devenu plus facile aujourd'hui, alors même que la crise qui fracasse le monde d'hier aurait du conduire à réinterroger les choix et les valeurs qui avaient fait le sacre du libéralisme financier ? Avec Jean-Pierre Chevènement, qui avait une longueur d'avance sur les analystes des médias, nous avons décrit les tenants et aboutissants de la crise. Si l'effet « tsunami » ne pouvait nous surprendre, nous avons très vite tenté d'en analyser les effets. Nous l'avons fait publiquement en présence d'économistes et de responsables des partis de gauche (*Forum de la gauche et des écologistes*, Paris 21 octobre 2008). Nous avons aussi, à l'intérieur du Mouvement, tenté d'évaluer les conséquences de la crise (journée de formation au Conseil national du 23 novembre 2008). Plusieurs d'entre nous avaient souligné à cette occasion que les méfaits d'une idéologie n'étaient pas nécessairement réversibles et que la crise n'allait sans doute pas réinstaller, en tout cas pas immédiatement, l'aspiration républicaine comme guide de la pensée et de l'action collective.

Et aujourd'hui ? Force est de constater que la remise en selle de ces valeurs se fait toujours attendre. Ce

qui ne signifie pas qu'un coup de chapeau ne soit donné ici où là, et de plus en plus souvent même, à la citoyenneté, à la laïcité, à la République, à la nation même nommément invoquée. Faut-il y voir autre chose que l'effet d'une mauvaise conscience ? Ce n'est pas sûr.

La gauche se livre aujourd'hui à force d'invocations républicaines. Si ce n'est pas pure rhétorique comme par le passé, ce serait alors, et cela ne vaut pas mieux, un détournement du contenu réel des valeurs de la République.

Ainsi voit-on les Verts, par la voix de Cécile Duflot (Le Monde du 13 septembre), appeler de leurs vœux « une République, européenne, fédérale, diverse, écologiste et solidaire » à quoi notre camarade Pierre Dubreuil a fort bien répondu (lemonde.fr du 16/09) en expliquant pourquoi « Le cadre naturel de la souveraineté populaire est la nation ». Quant au parti communiste, ses hommages à la nation semblent s'arrêter aux portes de la Résistance. Et d'ailleurs, le confusionnisme caractérisait sa démarche, comme celle de Jean-Luc Mélenchon, à l'oc-

« Coups de chapeau, détournements, rendent difficile de faire entendre au double sens du terme ce qu'est vraiment l'action républicaine. C'est pour relever ce défi que nous avons établi le programme de Salut Public »

casion du référendum sur le traité de Lisbonne. Ce n'était pas l'atteinte à la souveraineté populaire qui leur semblait primordiale, c'était le défaut d'une République sociale, née d'on ne sait quel miracle, et, peut-on lire sous la plume du Front de gauche en 2009, l'objectif d'une Europe « non patriarcale » (sic).

Le PS semblait vouloir engager une réflexion sérieuse sur la nation, son lien avec la République et avec l'Europe. Le texte sur la

nation produit en 2010 dans le cadre des « Forums de la rénovation » est intéressant à lire. Mais il est difficile de ne pas voir qu'il contient tout et son contraire. On y lit certes que : « La gauche et la nation sont toutes les deux filles de la Révolution (...) » Ou encore : « Le projet de la nation, pour les socialistes, c'est la République. » Mieux encore : « Parce que la nation est le fondement de la souveraineté, le cadre européen pose aujourd'hui question. » Mais ces constatations dans lesquelles nous reconnaissons notre langage sont assorties de prises de position qui leur retirent toute effectivité. Si « le citoyen s'interroge de plus en plus sur la légitimité d'une autorité supranationale qui semble habilitée à prendre des décisions en dehors de tout contrôle démocratique », et si même « l'Europe n'est pas et ne peut pas être un substitut à la nation », la conclusion de ces analyses est qu'il n'en faut pas moins compter sur l'Europe pour « incarner l'inté-

.../...

rêt général, investir des domaines qui touchent au quotidien de nos concitoyens ou qui ont un impact très concret sur leur vie : salaire minimum, nouvel Erasmus... » et pour « répondre aux enjeux et aux inquiétudes que suscitent la mondialisation. » On voit très bien dans ce texte que la volonté d'Europe ne permet pas de remettre en question le cadre sur lequel celle-ci repose à l'heure actuelle. Pas un mot sur aucun des sujets en lien direct avec les constatations pourtant sévères d'un déficit de souveraineté et de démocratie : rien sur le traité de Lisbonne ; ni sur la BCE, le pacte de stabilité et la zone euro ; ni sur la règle d'or de la concurrence ; ni sur la politique étrangère « commune ». En bref le PS semble penser aujourd'hui que l'Europe tourne accidentellement le dos à la nation et qu'une meilleure orientation, dont les conditions ne sont pas envisagées, ne manquerait pas dans le futur de régler tous les problèmes.

Quant à la droite elle s'est indiscutablement emparé de la nation et de la République – cela dès la campagne présidentielle – mais c'est pour en faire une tambouille pour le moins indigeste avec ici où là quelques percées verbales pour souligner la nécessité de l'action des Etats (G20). Et il est piquant de voir que le traité de Lisbonne, imposé aux Français par Nicolas Sarkozy contre la volonté générale lui revient aujourd'hui à la figure : si la commissaire européenne Viviane Reading peut menacer d'une action en justice les choix proclamés par la France

en matière d'immigration, c'est parce que la « Charte des droits fondamentaux » le permet depuis... le traité de Lisbonne.

Coups de chapeau, détournements, rendent difficile de faire entendre au double sens du terme ce qu'est vraiment l'action républicaine. C'est pourtant ce défi qui se pose à nous. Et c'est d'ailleurs pour le relever que nous avons établi le programme de Salut Public sur lequel nous devons maintenant nous appuyer.

Car ce qui nous distingue, dans la voie difficile de la lucidité et de l'ambition dans laquelle nous nous sommes résolument engagés derrière Jean-Pierre Chevènement, c'est la conscience de l'ampleur de l'enjeu.

Nous devons rappeler sans trêve ni relâche à ceux qui se réclament si facilement de la République et de la nation qu'il ne suffit pas de s'exonérer de la mauvaise conscience qui naît précisément de la trahison ou du détournement de ces idéaux. De toute façon, on ne fonde rien sur la mauvaise conscience. C'est ce qui rend « salutaire » le programme que nous mettons sur la table. Il doit permettre d'engager un débat sur des bases claires. Il remet la balle dans notre camp. A nous de savoir la faire rebondir.

Marie-Françoise Bechtel

« Quelles énergies pour demain ? »

Ce mercredi 14 octobre une conférence sur la transition énergétique était organisée à l'initiative du Mouvement Républicain et Citoyen de Chte-Mme. Une quarantaine de personnes de tous les horizons politiques avaient répondu à leur invitation. Le conférencier, Gérard Pierre, Secrétaire national du MRC – dont Jean-Pierre Chevènement est le président d'honneur –, a dans un premier temps fait le bilan des réserves actuelles et des difficultés d'approvisionnement à venir en fonction de l'accroissement de la population et des risques de changement climatique. Dans un second temps, l'ensemble des ressources énergétiques primaires a été développé en regardant les avantages et les inconvénients de chacune d'elles. Gérard Pierre a ensuite terminé son exposé en proposant des pistes pour pas-

ser au mieux la transition énergétique du XXIe siècle. A la suite de cet exposé, un débat s'est engagé avec le public. Opposants de principe au nucléaire et partisans qui n'excluent aucune forme énergétique ont exposé leur point de vue. La discussion s'est élargie par la suite. (Évocation de la loi NOME, de la Charge de Service Public d'Électricité, etc.). Le conférencier a conclu en rappelant que l'on ne pourrait pas continuer à consommer le mixte énergétique actuel au regard de l'épuisement prévisible des réserves, que les économies d'énergie étaient indispensables, que les énergies renouvelables ne pouvaient en aucun cas fournir à elles seules ni les énormes quantités d'énergie actuellement consommées, ni celles encore plus importantes qui le seront demain, et par conséquent que



Gérard Pierre pendant la conférence.

la seule solution était de ne rien négliger : ni les économies d'énergie, ni les énergies renouvelables, ni le nucléaire. Contacts : Serge Maupouet, secrétaire départemental du MRC 17 / Tél. 05.46.93.91.75

La Haute Saintonge

> Conférence

« Quelles énergies pour demain ? »

Un grand sujet, un large public, un débat de fond.

La conférence sur la transition énergétique organisée à Saintes le 14 octobre par le MRC 17 (Mouvement Républicain et Citoyen de Charente-Marienne) et Serge Maupouet son premier secrétaire fédéral, a été suivie par de nombreux représentants de l'ensemble des partis de gauche ainsi que d'un mouvement gaulliste et républicain, des militants associatifs et des citoyens intéressés par la question énergétique. Plus d'une quarantaine de personnes étaient présentes dans la salle.

Le conférencier, Gérard Pierre, secrétaire national du MRC - dont Jean-Pierre Chevènement est le président d'honneur - a, dans un premier temps, fait le bilan des réserves actuelles et des difficultés d'approvisionnement à venir en fonction de l'accroissement de la population et des risques de changement climatique. Dans un second temps, l'ensemble des ressources énergétiques primaires a été développé en regardant les avantages et les inconvénients de chacune d'elles. Gérard Pierre a ensuite terminé son exposé en proposant des pistes pour passer au mieux la transition énergétique du 21ème siècle.

Aucune énergie à négliger : Le débat s'est engagé avec la salle. Il s'est d'abord situé entre les opposants de principe au nucléaire et ceux qui ne rejettent aucune forme énergétique a priori, puis s'est élargi (évocation de la loi NOME*, de la Charge de Service Public d'Électricité, etc.). Le conférencier a conclu en rappelant que l'on ne pourrait pas continuer à consommer le mixte énergétique actuel au regard de l'épuisement prévisible des réserves, que les économies d'énergie étaient indispensables, que les énergies renouvelables ne pouvaient en aucun cas fournir à elles seules ni les énormes quantités d'énergie actuellement consommées, ni celles en-core plus importantes qui le seront demain, et par conséquent que la seule solution était de ne rien négliger : ni les économies d'énergie, ni les énergies renouvelables, ni le nucléaire.

* **Loi NOME sur la nouvelle organisation des marchés de l'électricité qui oblige EDF à céder une partie de sa production nucléaire (jusqu'à un quart) à ses concurrents à un prix inférieur à celui du marché. Autrement dit, les fournisseurs d'électricités vont se voir offrir un quart de la production, que les Français ont déjà payé avec leur facture, pour qu'ils puissent réaliser des profits, au seul bénéfice de leurs actionnaires.**



Gérard Pierre est professeur émérite de physique à l'université de Bourgogne, président de l'association « Sauvons Le Climat Bourgogne » et secrétaire national du MRC, chargé de l'énergie et de l'environnement.

Le Littoral

GÉRARD PIERRE, SECRÉTAIRE NATIONAL
À L'ENVIRONNEMENT ET À L'ÉNERGIE,
A DONNÉ UNE CONFÉRENCE EN CHARENTE-MARITIME.

Cela lui a valu deux articles
dans la presse régionale du 22 octobre 2010 !

Le MRC soutient le mouvement social

*Par Aimée Gourdol, Secrétaire nationale
Chargée de Citoyens Militants*

En cette rentrée 2010, l'adoption du projet de loi de réforme des retraites a cristallisé l'expression du mécontentement populaire.

Sans démagogie, avec les idées claires, le MRC participe au mouvement social.

Nous l'avons dit à de multiples reprises, le problème du financement des retraites par répartition n'est pas seulement lié à la démographie. C'est avant tout à reconstruire vigueur de notre économie qu'il faut s'atteler en se fixant deux axes prioritaires :

- S'attaquer à la concurrence déloyale des pays à bas coût salariaux par une protection aux frontières axée sur une exigence de droits sociaux des travailleurs (droits collectifs à classer, à coup sûr, en tête des droits de l'homme !). A elle seule, cette mesure est de nature à freiner les délocalisations et permettre une revalorisation du travail dans notre pays.
- Exiger de la BCE qu'elle pratique une politique de soutien à l'économie et non à la rente. Aujourd'hui le cours de la monnaie unique plombe nos productions !

Forts de ces convictions, nos militants ont distribué dans les manifestations, un tract intitulé « Protégeons notre économie, cessons d'organiser notre impuissance » (téléchargeable sur notre site).

Nous savons aussi que le mécontentement qui s'exprime avec autant de force n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Il s'agit de l'expression d'une inquiétude sourde qui vient de loin (la première expression très visible en fut le NON au traité constitutionnel en 2005) car nos concitoyens savent bien que ce qui se joue n'est pas un simple allongement de la durée des cotisations mais bien une baisse généralisée et douloureuse du montant des pensions. Pour beaucoup, c'est un modèle de société qui s'effondre : « De cette société là, on n'en veut pas ! » disent-ils, s'adressant aux politiques qui, sourds à leurs aspirations, ont commis LA faute majeure en votant le traité de Lisbonne.

Un tel constat, lucide et pessimiste, pourrait conduire à l'abandon (puisque désormais la loi est adoptée...), ou à des prises de positions extrêmes. Au MRC, ce ne sont pas les choix que nous faisons. Face aux périls courus par notre pays, nous avons décidé d'agir : notre programme de Salut Public, largement débattu par les militants, a pour objet de dégager les pistes qui doivent permettre à la France de retrouver les chemins de la prospérité et de la République sociale.

Finalement, l'adoption de la loi sur la réforme des retraites n'est qu'un maillon supplémentaire accroché à la longue chaîne des dégradations infligées à notre pays depuis l'ouverture de la parenthèse libérale en 1983. Il faut maintenant, pour stopper la dégringolade, s'attaquer aux causes du problème. Elles ont un nom, le libéralisme financier ; un bras armé, les institutions européennes et un ennemi, le programme de Salut Public du Mouvement Républicain et Citoyen !



Lire, s'informer - Lire, s'informer ...

C'est à un travail fort utile que se sont attelés nos amis Gaël Brustier et Jean-Paul Pagès en publiant, aux éditions Bruno Leprince / Café république les trois premiers tomes des archives du CERES.

Textes fondamentaux, rédigés entre 1966 et 1986, dont la crise actuelle valide la justesse d'analyse.

Archives du CERES

Industrie.
L'esprit d'une politique industrielle

Préface de Didier Motchane

café république | bruno leprince

Penser une politique industrielle qui permette d'affronter les rapports de force internationaux, tel est l'objectif du CERES. L'ouverture de l'économie rend impératif l'établissement d'une politique industrielle qui n'évoquait, quand l'économie était protégée, que l'économie de guerre ou la pénurie.

Ce troisième Cahier du CERES, précédent de peu le « joli mois de mai » 1968, révèle l'attention que les fondateurs du Centre d'Études, de Recherche et d'Éducation Socialistes portent à la question industrielle ainsi qu'au rôle de l'État dans l'économie.

Très actuel par les questionnements qui sont les siens, ce texte permet de comprendre une grande part de la logique intellectuelle de ce courant original du socialisme français que fut et que demeure à bien des égards le CERES. Construction libérale de l'Europe déjà présente dans le traité de Rome et du Marché commun, libre-échange, effets de la domination qui en découlent, développement des inégalités... Nombreux sont les enjeux soulevés par le CERES qui, quarante ans plus tard, demeurent parmi les enjeux les plus actuels qui soient en France.

Archives du CERES

Europe.
États-Unis d'Europe,
Europe des États-Unis
ou indépendance

Préface de Didier Motchane

café république | bruno leprince

Penser les rapports de forces internationaux pour penser le socialisme, telle est l'ambition intellectuelle du Centre d'Études, de Recherche et d'Éducation Socialistes, créé en 1966 autour des jeunes militants de la SFIO. Artisan du Congrès d'Épinay, le CERES a été le moteur idéologique du Parti socialiste des années 1970. Après 1981, ses membres se sont attachés à penser les rapports de forces internationaux pour orienter la Gauche vers une République avancée et non vers la « parenthèse libérale ».

Le CERES de 1966 à 1986, c'est une méthode autant qu'une ambition pour la Gauche et pour la France. C'est aussi une conviction : une France forte n'est pas contradictoire avec le progrès de l'Europe mais, en revanche, la crise de l'Europe est largement due à l'affaiblissement de la France.

A travers des textes écrits de 1967 à 1983, le CERES et ses animateurs exposent leurs analyses de la situation internationale. Textes des *Cahiers du Cérés*, de *Frontière*, *Repères*, *NON !* ou *Enjeu pour la République et le Socialisme*, tous reflètent ce qui fut la pensée de ce courant original du Parti socialiste au cours de ses deux décennies d'existence formelle.

Archives du CERES

Gauche.
Conversion républicaine
ou conversion libérale

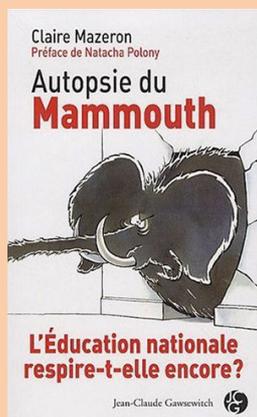
Préface de Didier Motchane

café république | bruno leprince

En mai et juin 1981, les Français donnent au Parti socialiste toutes les responsabilités. Le « Projet socialiste » de 1980 peut s'appliquer. Un puissant effort de modernisation du pays est possible. Ainsi les nationalisations de 1982 s'entendent comme un élément clé d'une stratégie « industrialiste » faisant appel à l'effort accru dans le domaine de la recherche et de l'investissement. Bien vite, il apparaît pourtant que, pour une partie de la gauche, la logique « industrialiste » doit s'éclipser devant la volonté présidentielle de maintenir « l'autonomie de gestion » des entreprises nationalisées. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'industrie, décide de démissionner le 22 mars 1983 pour protester contre le « tournant libéral » qui abandonne à la fois l'ambition industrielle et s'accroche au Système monétaire européen.

On le constate : une sortie (provisoire) du SME aurait donné des marges de manœuvre aux entreprises françaises. Face à ces abandons, le CERES a tenté de définir une alternative qui ne soit pas une « alternative d'échec ». La République, l'idée républicaine, apparaissent alors comme le socle possible de l'action d'une Gauche qui choisirait de ne pas flirter avec le néolibéralisme. Tel a été l'enjeu de la bataille menée de mai 1981 à la défaite législative de mars 1986.

ÉGALITE DES CHANCES ET ÉCOLE RÉPUBLICAINE LA FIN D'UNE UTOPIE FRANÇAISE ?



Claire Mazon, professeur agrégée de géographie, vice-présidente du syndicat national des lycées et collèges, était des nôtres à l'Université de Valence. Dans un exposé clair, elle a dénoncé les maux dont souffre l'école depuis de nombreuses années et qui mettent en péril la mission de cette institution majeure de la République.

Claire Mazon
Autopsie du Mammouth
L'éducation nationale respire-t-elle encore ?
Paris - Jean-Claude Gawsewitch Editeur, 2010

Rencontre-débat avec

Didier MOTCHANE
fondateur du CERES

Lundi 29 novembre à 20 heures
Conseil régional d'Ile-de-France
33 rue Barbet-de-Jouy
75007 PARIS
Métro Saint-François Xavier

... Pour mieux comprendre le monde

LE JOURNAL LA MONTAGNE
S'EST FAIT L'ÉCHO DU DÉPLACEMENT DE
JEAN-LUC LAURENT, PRÉSIDENT DU MRC,
À CLERMONT-FERRAND

SudOuest.fr
A POSÉ 3 QUESTIONS À
PATRICK QUINQUETON,
SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DU
PROGRAMME DE SALUT PUBLIC,
QUI S'EST RENDU À LIBOURNE
LE 16 OCTOBRE DERNIER

PARTI ■ Jean-Luc Laurent, président national du MRC à Clermont
« À gauche, règne la grande confusion »

Que fera Jean-Pierre Chevènement aux présidentielles de 2012 ? Le président d'honneur du MRC (Mouvement Républicain et Citoyen) réserve sa réponse. En attendant, son président national Jean-Luc Laurent a animé, hier à Clermont, une réunion sur le programme du parti.

Le maire du Kremlin-Bicêtre et conseiller régional de l'île de France a débattu avec les adhérents locaux du « Programme de Santé Publique » validé en juin dernier au congrès national.

Au Centre Jean-Richepin, Jean-Luc Laurent faisait face à une dizaine de militants auvergnats. La fédération compterait selon son secrétaire Jean-Marc Miguët, conseiller régional, une centaine de membres.

Le président national a esquissé le portrait du futur « candidat républicain » : « Il faut qu'il ait une expérience solide qui



RÉUNION. Les adhérents autour de Jean-Luc Laurent et Jean-Marc Miguët (au fond, de gauche à droite). PHOTO DOMINIQUE PARAI

apparaisse très utile dans le contexte d'incertitude pour la France et pour l'Europe ». De tels traits ressemblent fort à ceux de Jean-Pierre Chevènement...

Quand Jean-Luc Laurent parle de la gauche, c'est avant tout du grand frère socialiste : « A gauche, règne la grande confusion tant sur les candidats que sur le projet ». Du PS, le

MRC aimerait plus de netteté et de « responsabilité » sur l'Europe et la sécurité comme en matière de politique économique et sociale. ■

3 QUESTIONS À...



PATRICK QUINQUETON
Secrétaire national du Mouvement des républicains et citoyens (MRC), parti de Jean-Pierre Chevènement

1 Vous venez à Libourne à l'invitation de Patrick Nivet (MRC) dans un contexte de crise avec la réforme des retraites. Quelle est votre position ? La réforme des retraites est mauvaise et injuste. Pour plusieurs raisons. Parce qu'elle frappe les salaires mais épargne les revenus financiers. Et que l'on fait comme si tout le monde avait la même espérance de vie. Ce qui est faux. Enfin, on repousse l'âge de la retraite au moment où le système est incapable d'employer ni ses jeunes ni les seniors de plus de 55 ans.

2 Que venez-vous dire aux Libournais ? Patrick et moi-même allons leur expliquer que l'on ne peut aborder cette période sans un programme de santé publique. On ne peut pas se contenter de faire du rafistolage tant à droite qu'à gauche d'ailleurs. Ce n'est pas un hasard si Nicolas Sarkozy, qui a mené une politique astucieuse pendant sa campagne présidentielle, se retrouve aujourd'hui à découvert. La réponse au chômage ne peut être conjoncturelle.

3 Qu'est-ce qu'être Chevéènementiste en 2010 ? C'est être attaché à la nation, la république et la laïcité et défendre nos intérêts nationaux. On ne sortira pas de ces difficultés sans un gouvernement de la zone européenne. Le marché européen est ouvert à grand vent aux Chinois, aux Américains et en Europe aux Allemands. Nous sommes favorables non pas à la monnaie unique mais à la monnaie commune. On doit se donner les moyens d'une politique économique qui redresse les inégalités.

Visitez le site du MRC :
www.mrcfrance.org

Adhérer au MRC, c'est rester libre !



Mouvement Républicain et Citoyen

FICHE INDIVIDUELLE D'ADHESION
2010

DEPARTEMENT :

Comité local (éventuellement).....

Participation au comité national jeunes

Je soussigné(e) NOM.....Prénom.....

Adresse.....

Ville.....CP.....

Profession.....Lieu professionnel.....

Syndicat (pour participation éventuelle au secteur monde du travail).....

Téléphone.....Portable.....

Courriel.....

Mandat(s) électif(s) éventuel(s).....

Souhaite adhérer au MRC renouveler son adhésion au MRC

et joint un chèque de €, à l'ordre de AFMRC

(La cotisation nationale est de 55 € minimum, + cotisation libre selon revenus

ou 25 € pour les personnes au RSA, en recherche d'emploi, étudiants et moins de 25 ans)

Un reçu fiscal vous sera fourni pour vous permettre de bénéficier d'une réduction d'impôts de 66 % du montant de votre cotisation.

Fait à..... le

Signature.....

BULLETIN A RETOURNER ACCOMPAGNE DU CHEQUE A : MRC - 3 AVENUE DE CORBERA - 75012 PARIS